

Compte-rendu détaillé

Le onze mars deux mille vingt et un, à 18h, les membres du Conseil Municipal se sont réunis, compte tenu du contexte d'épidémie de Covid-19, dans la salle du restaurant du parc dite « chez Barreyat », sous la présidence de Monsieur André LANUSSE-CAZALÉ, Maire de GARLIN.

Étaient présents : Mesdames : Chantal Ferrando, Julie Sabran, Marguerite Vogt, Joëlle-Prechacq-Latrete, Francine Lahore, Marie-Anne Sommesous, Christelle Saulnier.

Messieurs : André Lanusse-Cazalé, Pierre Labrosse, Jean-Jacques Cérissère, Claude Artigues, Anthony Jégou, Jean-Claude Tucoulou.

Excusé(es) : Mickaël Bernadet, Margaux Ménard-Bourguinat

Secrétaire de séance : Chantal Ferrando

Installation de trois nouveaux conseillers municipaux

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-4 et L. 2121-21,

Vu le Code électoral, notamment son article L.270,

Considérant les courriers de démissions de sept conseillers municipaux de la liste UNION pour GARLIN,

Le Maire déclare installées les conseillères municipales suivantes :

-Madame Marie-Anne Sommesous

-Madame Margaux Ménard-Bourguinat

-Madame Christelle Saulnier

Jean-Claude Tucoulou : Si les élus nouvellement nommés doivent à leur tour quitter le conseil et qu'il n'y a plus personne sur la liste, on ne peut les remplacer ?

André Lanusse-Cazalé : C'est cela.

Validation du compte rendu détaillé de la séance du 26 novembre 2020

Après avoir pris connaissance du document, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

VALIDE le compte-rendu du conseil municipal du 26 novembre 2020.

1°) Objet : ÉLECTRIFICATION RURALE - Programme FACE AB (Extension souterraine) 2020 – APPROBATION du projet et du financement de la part communale – Affaire n°20EX123

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a demandé au SYNDICAT d'ÉNERGIE des Pyrénées-Atlantiques, de procéder à l'étude des travaux de : Alimentation de la propriété de Madame LOUEY Marina.

Monsieur le Président du Syndicat d'Énergie a informé la Commune du coût estimatif des travaux réaliser, qui ont été confiés à l'Entreprise GROUPEMENT DESPAGNET – SETREL.

Monsieur le Maire précise que ces travaux feront l'objet d'une inscription au Programme d'Électrification Rurale « FACE AB (Extension souterraine) 2020 ». Il propose au Conseil Municipal d'approuver le montant de la dépense et de voter le financement de ces travaux.

OUI l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents:

DECIDE de procéder aux travaux, ci-dessus désignés et charge le SYNDICAT d'ÉNERGIE de l'exécution des travaux.

APPROUVE le montant des travaux et des dépenses à réaliser, se décomposant comme suit :

- montant des travaux T.T.C	17 777,76 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre et imprévus	1 777,78 €
- actes notariés	345,00 €
- frais de gestion du SDEPA	740,74 €
TOTAL	20 641,28 €

APPROUVE le plan de financement prévisionnel de l'opération se décomposant comme suit :

- participation FACE	13 313,02 €
- T.V.A. préfinancée par SDEPA	3 259,26 €
- participation de la commune aux travaux à financer sur fonds propres	3 328,26 €
- participation de la commune aux frais de gestion (à financer sur fonds libres)	740,74 €
TOTAL	20 641,28 €

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ces « Fonds libres », le SDEPA pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

ACCEPTE l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal.

TRANSMET la présente délibération au contrôle de légalité.

Pierre Labrosse : Le raccordement électrique des maisons coûte systématiquement ce prix là ?

Jean-Jacques Cérissère : 80% du coût est à la charge du SDEPA et 20% à la charge de la Commune.

ALC : Dans ce cas précis il s'agit d'une extension, c'est pourquoi c'est onéreux.

2°) Objet : ÉLECTRIFICATION RURALE - Programme « Génie Civil Communications Électroniques Option A 2020 APPROBATION du projet et du financement de la part communale – Affaire n°20TE070

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a demandé au SYNDICAT d'ÉNERGIE des Pyrénées-Atlantiques, de procéder à l'étude des travaux de : Génie Civil lié au Renforcement du Poste P5 MONCADE, lié à l'affaire 20RE034.

Monsieur le Président du Syndicat d'Énergie a informé la Commune du coût estimatif des travaux à réaliser, qui ont été confiés à l'Entreprise Groupement T.O.S. / 2B Réseaux.

Monsieur le Maire précise que ces travaux feront l'objet d'une inscription au Programme d'Électrification Rurale « Génie Civil Communications Option A 2020 », propose au Conseil Municipal d'approuver le montant de la dépense et de voter le financement de ces travaux.

OUI l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents :

DECIDE de procéder aux travaux, ci-dessus désignés et charge le SYNDICAT d'ÉNERGIE, de l'exécution des travaux.

APPROUVE le montant des travaux et des dépenses à réaliser, se décomposant comme suit :

- montant des travaux T.T.C	28 392,40 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre et imprévus	2 839,24 €
- frais de gestion SDEPA	1 183,02 €
TOTAL	32 414,66 €

APPROUVE le plan de financement prévisionnel de l'opération se décomposant comme suit :

- participation de la commune aux travaux à financer sur emprunt	31 231,64 €
- participation de la commune aux frais de gestion (à financer sur fonds libres)	1 183,02 €
TOTAL	32 414,66 €

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ses « Fonds libres », le SDEPA pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

ACCEPTE l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal.

TRANSMET la présente délibération au contrôle de légalité.

JJC : L'entreprise en charge des travaux a répondu à un appel d'offre et le SDEPA sectorise les interventions des entreprises.

Marie-Anne Sommesous : Les travaux sont prévus à quel endroit ?

JJC : Au niveau de la route de Sévignacq

Anthony Jégou : Ces dépenses étaient budgétées ?

ALC : Elles le seront pour le budget 2021.

**3°) Objet : ÉLECTRIFICATION RURALE - Programme Rénovation EP (DÉPARTEMENT)
2020- Approbation du projet et du financement de la part communale – Affaire 20REP046**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a demandé au SYNDICAT d'ÉNERGIE des Pyrénées-Atlantiques, de procéder à l'étude des travaux de l'Éclairage public (Rénovation) lié au Renforcement du Poste P5 MONCADE, lié à l'affaire 20RE034.

Monsieur le Président du Syndicat d'Énergie a informé la Commune du coût estimatif des travaux réaliser, qui ont été confiés à l'Entreprise Groupement T.O.S. / 2B Réseaux.

Monsieur le Maire précise que ces travaux feront l'objet d'une Programme d'Électrification Rurale / « Rénovation EP (DÉPARTEMENT) 2020 ». Il propose au Conseil Municipal d'approuver le montant de la dépense et de voter le financement de ces travaux.

OUI l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents :

DECIDE de procéder aux travaux, ci-dessus désignés et charge le SYNDICAT d'ÉNERGIE de l'exécution des travaux.

APPROUVE le montant des travaux et des dépenses à réaliser, se décomposant comme suit :

- montant des travaux T.T.C	65 993,48 €
- assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre et imprévus	6 599,35 €
- frais de gestion du SDEPA	2 749,73 €
TOTAL	75 342,56 €

APPROUVE le plan de financement prévisionnel de l'opération se décomposant comme suit :

- participation Département	21 000,00 €
- F.C.T.V.A.	11 908,13 €
- participation de la commune aux travaux à financer sur emprunt	39 684,70 €
- participation de la commune aux frais de gestion (à financer sur fonds libres)	2 749,73 €
TOTAL	75 342,56 €

La participation définitive de la Commune sera déterminée après établissement du décompte définitif des travaux.

De plus, si la Commune finance sa participation aux travaux sur ces « Fonds libres », le SDEPA pourra lui demander un ou plusieurs acomptes, en fonction des travaux exécutés.

ACCEPTE l'éventuelle servitude à titre gratuit sur le domaine privé communal ainsi que la récupération des certificats d'économies d'énergie de la SDEPA lorsque les travaux sont éligibles.

TRANSMET la présente délibération au contrôle de légalité.

Christelle Saulnier : En quoi consistent les travaux ? On change l'éclairage public ?

ALC : Il y avait des gros problèmes de tension sur cette route. La mise en conformité du réseau est à la charge de l'Etat mais on profite des travaux pour passer la fibre. On a voté, il y a deux ans, un aménagement global de cette route avec cheminement doux du Marcadieu à Falibus.

4°) Objet : Acquisition par la Commune d'un hangar

Monsieur le Maire expose aux conseillers le projet de déménagement de l'atelier technique municipal vers le chemin Labourdatte dans un hangar qui serait rénové et adapté.

En effet, l'atelier technique municipal actuel est un bâtiment vieillissant, qui ne satisfait plus aux normes. Son emplacement, à proximité des écoles, pose des problèmes de sécurité.

L'emplacement ainsi libéré par l'ancien atelier permettrait de créer un espace de liaison entre les écoles, offrant un parking ainsi qu'un cheminement piétonnier sécurisé, agrémenté de plantations.

Nous avons visité un hangar de 300 m2 environ, sur un terrain de 1207m2 à vendre au chemin Labourdatte qui serait idéal pour accueillir le service technique municipal. Son prix de vente est fixé à 47 878,90€.

Monsieur le Maire propose aux élus de l'acquérir.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des présents,

AUTORISE le Maire à acheter ce hangar et son terrain d'assiette, cadastré AI 229, appartenant à Monsieur Laporte-Fauret Serge, au prix de 47 878.90€.

AUTORISE le Maire à signer tous les actes liés à cette acquisition.

AUTORISE le Maire à régler tous les frais annexes à cette acquisition.

ALC : On s'était engagé à sécuriser les abords des écoles. Plutôt que de construire un nouvel atelier sur un terrain nous appartenant, nous préférons acheter un hangar tout fait et consacrer notre réserve foncière à la vente pour faire rentrer des recettes.

Nous installerions des panneaux photovoltaïques sur le toit ce qui nous rapporterait une recette supplémentaire. Il est prévu que le local des chasseurs se situe également dans ce hangar, il y aurait un accès indépendant.

JJC : L'association de chasse regroupe Garlin et Baliracq, est-ce que cette Commune va participer ?

PL : On leur livre les murs du local, après ils l'aménagent à leurs frais.

ALC : Un architecte nous a fait des plans du futur atelier.

5°) Objet : Signature d'une convention avec le Département pour la co-maitrise d'ouvrage dans le cadre des travaux de la phase 2 du chantier d'aménagement de la RD42

La Commune de Garlin entame la phase 2 des travaux d'aménagement de la RD 42, dénommée rue des Pyrénées. L'opération comporte la sécurisation de cette route départementale depuis la rue Paul Dubos jusqu'à la route de Falibus avec création de trottoirs, d'un cheminement doux, d'un déhanchement et d'un plateau, de bordures et de caniveaux ainsi que des travaux d'assainissement pluvial. Le Département participera aux travaux de réfection de la chaussée et du réseau pluvial.

Ainsi, la Commune et le Département ont décidé de constituer une co-maitrise d'ouvrage pour cette opération et de désigner la Commune seul maître d'ouvrage.

La Commune prendra à sa charge 50% des bordures et des caniveaux (en plus des trottoirs et du réseau pluvial) et le Département 50% des travaux de bordure, de caniveaux et d'assainissement pluvial (sous chaussée) et 100% des travaux de chaussées.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le Maire à signer la convention de co-maitrise d'ouvrage avec le Conseil Départemental pour les travaux d'aménagement de la RD 42.

6°) Objet : Signature d'une convention avec le Département dans le cadre de l'utilisation des équipements sportifs municipaux par le collège Joseph Peyré

Le Maire expose : le collège utilise les équipements sportifs de la Commune à une fréquence hebdomadaire (salle polyvalente, dojo, stade). Depuis 2001, les Départements, les collèges publics et les collectivités propriétaires définissent, dans une convention tripartite, les conditions d'utilisation des équipements mis à disposition des élèves, et notamment les conditions financières.

Il nous faut signer la nouvelle convention pour la période 2020-2026.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

AUTORISE le Maire à signer la convention.

JCT : Où s'arrêtent les trottoirs ?

Le Maire montre le plan des travaux aux élus. Il précise qu'il y aura également une portion de trottoir comprise entre le chemin de Loumagne et la rue du Docteur Paul Dubos qui n'est pas représentée sur le plan.

7°) Objet : Sollicitation de subventions auprès du Département au titre des amendes de police pour la phase 2 des travaux d'aménagement de la RD 42

Le Maire rappelle aux conseillers : La Commune aménage la rue des Pyrénées dans sa partie agglomération, depuis la place du Marcadieu au centre bourg jusqu'à la route de Falibus. Cet aménagement a débuté en 2018 par la réalisation des travaux de voirie et réseaux sur la portion place du Marcadieu - chemin de Loumagne. Nous souhaitons réaliser cette année la section comprise entre la rue du Docteur Paul Dubos et la route de Falibus, soit une longueur de 420 mètres. Cette section nécessite également des travaux sur les réseaux et des aménagements de voirie, notamment avec la création d'un espace partagé piétons-vélos pour favoriser les modes de déplacement doux. De plus, cette portion représentant une longue ligne droite parfaitement dégagée, avec une bonne visibilité, les véhicules pratiquent des vitesses supérieures à la limite réglementaire. C'est pourquoi, afin de les ralentir, nous allons réaliser un déhanchement et un plateau.

Sachant que cette opération est en partie éligible au produit des amendes de police, le maire demande aux conseillers d'approuver le plan de financement suivant et de solliciter auprès du Département une subvention.

Coût prévisionnel de l'opération HT:

Etude(s) :

MOE : 18 626€

Travaux :

Lot 1 (tranchées d'infiltration) : 93 400.80€

Lot 2 (voirie): 219 229.90€

Lot 3 (traversées pluviales) : 68 312.60€
399 569.3€

Recettes :

Subvention amende de police du Département sollicitée : ? €

Participation Département (convention) : 129 296.30 €

Emprunt : 150 000 €

Fonds propres de la Commune : 120 273 €
399 569.3€

Où l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents et procurations,

APPROUVE le plan de financement présenté ci-dessus,

SOLLICITE de Monsieur le Président du Conseil Départemental l'octroi d'une aide financière au titre des amendes de police pour l'opération susmentionnée.

Claude Artigues : Des fourreaux sont prévus pour faire passer des réseaux autres dans le futur ?

ALC : Bien sur.

Francine Lahore quitte la séance du conseil et donne procuration à Chantal Ferrando.

Questions diverses

-Terrains communaux au chemin Labourdatte :

ALC : Nous envisageons d'allotir en vue de les vendre deux terrains constructibles appartenant à la Commune au chemin Labourdatte. Un des terrains pourra l'être sans permis d'aménager, l'autre nécessite de réaliser un lotissement (soit la Commune porte le projet, soit le projet est confié à un lotisseur, soit le projet est confié à un organisme en charge du logement social).

JCT : On avait par ailleurs envisagé une visite des propriétés de la Commune.

ALC : C'est effectivement prévu, on constituera deux groupes et Jean-Jacques Cérissère fera office de guide.

-Fermeture de classe à l'école élémentaire :

JJC : Je voudrais revenir sur la fermeture d'une classe à l'école élémentaire : il y avait une manifestation mardi dernier pour conserver cette classe, le Maire de Garlin était d'ailleurs présent, mais il n'y avait personne du SIVOS.

ALC : J'ai été averti tardivement de cette manifestation par les parents d'élèves, 3 d'entre eux étaient présents.

Julie Sabran : Il était question de deux fermetures de classe mais avec la prise en compte des effectifs des classes ULIS on a échappé à la fermeture de l'une d'entre elles.

Pierre Labrosse : Je suis élu au SIVOS, on a cherché avec André quel était le potentiel d'accueil des enfants en dessous de 3 ans. Quand j'ai voulu soumettre mon dossier au SIVOS, il m'a été répondu qu'ils avaient déjà rencontré l'inspection académique.

ALC : David Habib est prêt à intervenir pour nous soutenir.